

Vaccin anti-Covid: entre précipitation et autoritarisme

Efficacité, effets indésirables, balance bénéfices risques... D'après les laboratoires fabricants et les gouvernements, tous les feux étaient au vert dès décembre pour lancer les campagnes de vaccination avec application massive au printemps. Notre gouvernement a promis une « totale transparence ». Mais, à y regarder de plus près, plusieurs zones d'ombre questionnent le notion de « choix éclairé ».

Vous l'avez déjà entendu, habituellement un vaccin se développe en plus d'une décennie. De fait, l'arrivée des vaccins anti-Covid, à peine quelques mois après la propagation du virus, a donc questionné nombre d'entre nous. Pour autant, comme l'explique le chercheur et épidémiologiste spécialiste des vaccins Michel de Lorgeil: « Les scientifiques ont fait un boulot formidable. Je ne pense pas que nous puissions parler de précipitation par rapport aux vaccins Pfizer et Moderna du point de vue technologique. Nous connaissons déjà les technologies à ARN messenger de ces vaccins, leur temps de développement n'a donc en soi rien de choquant. Ce sont plutôt les essais cliniques qui ont suivi (essais de phase I, II et III) qui ont été mal réalisés ». Les organismes européens de santé ont ainsi mis en branle leurs dispositifs d'urgence pour accélérer les processus. Malheureusement, ceux-ci ont pour corollaire l'absence de données sur les effets indésirables à long terme.

Vaccination Covid, tous cobayes ?

Dès le mois de mai 2020, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) reconnaissait que « l'introduction à très grande échelle de plusieurs vaccins différents contre la Covid-19 à l'aide de nouvelles techniques, telles que les plateformes d'ADN ou d'ARNm, créera de nouveaux défis pour la santé publique » et prévoyait que « les autorités de réglementation risquent d'être submergées par le nombre de manifestations indésirables signalées ». Comprenez par-là: certains effets indésirables ne se remarqueront qu'à la suite d'une vaccination plus massive.

Ainsi, l'innocuité réelle et à long terme des vaccins ne sera connue qu'après coup, grâce aux études de phase IV (post-commercialisation) réalisées par les firmes et avec la mise en place de systèmes de pharmacovigilances renforcés. Face au problème, l'OMS a recommandé à chaque pays de renforcer son système de

pharmacovigilance. C'est ce qu'a fait la France. Mais son système français de pharmacovigilance est habituellement si peu performant que, même renforcé, on peut douter de sa capacité à remonter de façon efficace ces effets indésirables. En effet, de manière générale, seuls 1 à 5 % des effets indésirables graves des médicaments sont notifiés, et moins de 5 % concernant les effets indésirables bénins.

Intérêts privés au cœur de l'accélération ?

De son côté, l'OMS coordonne la recherche mondiale sur les vaccins contre le Sars-CoV-2 et a favorisé l'accélération de l'approbation des essais cliniques et des autorisations de mise sur le marché. Pour cela, elle a mis sur pied le dispositif ACT et son volet COVAX, dont le rôle est de « veiller à ce que les vaccins soient mis au point le plus rapidement possible ».

Mais à y regarder de plus près, le COVAX est dirigé par de nombreux acteurs proches de l'industrie des vaccins comme l'alliance Gavi, un organisme très lié à la fondation Bill & Melinda Gates, qui rassemble institutions, industriels et philanthropes dans un partenariat mondial public privé. Connue pour accueillir des représentants de l'industrie pharmaceutique dans son conseil d'administration (GSK et Pfizer en 2020), l'organisation internationale GAVI a déjà favorisé les intérêts industriels au détriment des intérêts des populations. Pour certains universitaires, comme Katerini Storeng du groupe de recherche Politique et pouvoir en matière de santé mondiale à l'université d'Oslo, ce type d'entreprise pratique ce que l'on appelle le « *philanthrocapitalisme* ». Tout en se présentant en sauveurs des populations du tiers-monde, l'alliance GAVI déstabilise en réalité les systèmes de

« Ces vaccins nécessitent une évaluation sanitaire incompatible avec l'urgence »

Dans un document intitulé « Note d'expertise grand public sur les vaccins ayant recours aux technologies OGM », Christian Vélot, généticien moléculaire à l'université Paris-Saclay et président du Conseil scientifique du CRIIGEN écrit: « Ces candidats vaccins nécessitent une évaluation sanitaire et environnementale approfondie incompatible avec l'urgence, qu'il s'agisse de celle résultant de la pression des autorités décisionnelles et sanitaires, ou de celle des profits des industries pharmaceutiques embarquées dans cette course au vaccin. » Le généticien évoque de potentiels « effets secondaires non maîtrisés » qui pourraient avoir « des retombées considérables [potentiellement] désastreuses sur le plan sanitaire [et] environnemental » et s'insurge de la légèreté avec laquelle l'Union européenne a aménagé sa réglementation habituellement « extrêmement contraignante » en matière d'OGM.